

Pour garantir l'existence des communes, la démocratie et les services publics

Gérard PIEL

Conseiller régional – Président du groupe Front de Gauche

10 avenue Pasteur

06600 ANTIBES

Tel : 06.52.48.76.17

Antibes, le 27 août 2014

Madame, Monsieur,

Notre peuple, notre pays, et nos communes sont confrontés, au quotidien, aux conséquences des politiques d'austérité. Pour préserver les appétits sans limite des marchés financiers le gouvernement a décidé de casser nos territoires et d'asphyxier financièrement nos collectivités.

Les élections sénatoriales, le 28 septembre, auront lieu au même moment où la « réforme » territoriale, imposée par le pouvoir, sera en discussion au Parlement. Avec les candidates et les candidats de la liste que j'aurai l'honneur de conduire nous avons décidé d'en faire un moment fort du débat sur ce projet antidémocratique qui, en privilégiant les métropoles et les conseils régionaux, met à bas notre organisation territoriale, administrative, démocratique et économique.

Cela, ni les candidats qui soutiennent le gouvernement Valls, ni les candidats des différentes listes de droite et d'extrême-droite ne le feront car ils sont tous pour « simplifier le millefeuille » comme ils disent, ceci afin de mieux concentrer tous les pouvoirs dans les mains de quelques-uns..

Cette réforme co-élaborée avec le Medef s'attaque frontalement aux services publics en mettant en adéquation les territoires et les grands groupes capitalistes : eau, énergie, transports, logement, éducation, santé, etc, rien ne doit échapper à ces prédateurs de l'argent public.

Ce qui n'a pas été réalisé avec Sarkozy est, de nouveau, proposé par François Hollande.

A terme, la structure administrative qu'ils veulent nous imposer aurait comme échelons l'Europe, les régions, les métropoles et les intercommunalités dont la population sera à minima de 20 000 habitants.

Vous êtes élus ou grands électeurs et à ce titre vous ne croyez pas à la fable du millefeuille, ni à celle des économies réalisées par la réduction du nombre d'élus. Par contre, vous constatez que les réductions budgétaires sont bien réelles, année après année, l'Etat ne compense plus ses transferts de charges, ses dotations sont en diminution constante. Cette « réforme » vient terminer le travail décidé par les cercles ultralibéraux où se côtoient élus de droite, du PS et grands patrons.

.../...

Imaginez si cette réforme passait ce que deviendrait notre haut-pays, ses villages, ses habitants.

Imaginez la structure administrative du littoral entre une mégapole autour de Nice et les autres intercommunalités, véritable baronnie digne du moyen-âge. Où serait la démocratie ? Où serait la proximité ?

Il est encore temps de faire entendre une autre voix.

Dans le secret des isolements, vous pouvez faire le choix de celles et ceux qui refusent ce diktat, qui ne veulent pas sacrifier notre démocratie sur l'autel de la finance, qui exigent que le peuple se prononce par référendum.

Vous pouvez faire le choix de ne pas participer aux luttes intestines de la droite qui se déchire dans les Alpes-Maritimes comme à Paris.

Vous pouvez faire le choix de sanctionner le PS au pouvoir reniant ses engagements et les valeurs de la gauche

Nous sommes disponibles pour en débattre dans les jours, les semaines qui viennent.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Piel', written in a cursive style with a long horizontal stroke at the bottom.

Gérard PIEL